



PARTI PRIS

Notes d'analyse

- (i)** « Parti pris » est une note d'analyse sur une question importante ayant trait aux enjeux actuels de l'économie nationale, aux problèmes liés aux politiques économiques, aux effets des dynamiques internationales.
- (ii)** Comme son nom l'indique, « Parti pris » traduit une « position », épistémologique, méthodologique ou intellectuelle, propre à l'auteur.
- (iii)** Elle ne reflète pas une « position » de l'AMSE qui, convient-il de le rappeler, est une société savante, pluraliste et ouverte.
- (iv)** Les notes doivent, dès lors, observer les règles en vigueur en matière d'analyse scientifique : rigueur, pertinence, validité.
- (v)** Destinées aux décideurs et, au-delà au public intéressé, elles doivent être rédigées dans un style clair, précis et simple.
- (vi)** Les notes d'analyse ne doivent pas dépasser 5 pages.
- (vii)** Elles font l'objet d'une procédure d'acceptation par le comité directeur de l'AMSE.

PARTI PRIS 24
(23 Novembre 2020)

Chine d'hier et celle de demain

Mohammed GERMOUNI

Ancien professeur des Universités Mohammed V de Rabat et Hassan II de Casablanca et ancien intervenant invité au Beijing Economic Institute

Résumé

La Chine s'était toujours considérée comme l'ancienne et historique grande puissance de la planète, et de ce fait a cru à sa supériorité permanente sur le reste de l'Univers, ainsi qu'à la primauté de sa civilisation hors de laquelle il n'y avait à ses yeux que barbarie.

Depuis le siècle des traités inégaux datant la « guerre d'opium », la Chine semble chercher à ne plus être apparentée à une nation quelconque parmi les autres, surmontant les humiliations successives subies du fait des puissances occidentales. Son retour sur le devant de la scène par ses importantes avancées économiques et techniques, par une présence préparée sur les divers continents, pose la question du repositionnement international en cours et de la place appropriée de la Chine dans le concert des nations. De la « guerre commerciale » à celle des monnaies, en passant par la controverse scientifique en cours à propos du Covid-19, cette grande puissance se trouve directement concernée.

Ses succès économiques admis ne sauraient masquer les importantes inégalités de niveaux de vie de la population d'un pays fortement urbanisé et qui doit négocier une nouvelle transition autrement plus complexe vers un modèle intégrant davantage la satisfaction des besoins internes et pressants.

Les arbitrages socio-économiques attendus et devenus nécessaires ne manqueront pas d'exercer à leur tour un impact sur le rôle mondial et politique futur de cette grande puissance.

Introduction

Grande puissance en voie de se forger une place et un destin planétaires, la Chine ne peut être considérée comme une simple intruse dans la grande compétition qui se déroule depuis le début de ce siècle dont Deng Xiaoping avait conçu et initié à la fin des années 70 du siècle dernier, les grandes transformations socio-économiques postérieures à la direction exercée par Mao Tsé-toung, longtemps premier président de la République Populaire de Chine. Elle s'apprête à nouveau à revoir ses orientations de croissance en favorisant progressivement davantage la demande locale. Des considérations internationales et des besoins internes concourent en faveur de mutations de l'organisation de la grande usine du Monde des dernières décennies.

Il est à rappeler que la Chine s'était toujours considérée comme l'ancienne et historique grande puissance, et de ce fait a cru à sa supériorité permanente sur le reste de l'Univers, ainsi qu'à la primauté de sa civilisation hors de laquelle il n'y avait à ses yeux que barbarie. Le siècle des traités inégaux datant la « guerre d'opium » lui a été doublement cruel, en en faisant une nation quelconque parmi les autres, une première humiliation, puis une nation dominée par les barbares. Ce qui explique les réactions nationales et internationales chinoises sur le devant de la scène au cours des dernières décennies qui méritent un bref rappel utile à la compréhension d'un repositionnement multiforme.

1. Bref historique

Cette grande nation n'a pas été occupée à la manière de l'Inde, ni réduite à l'état de pays colonisé comme ce proche voisin. Cependant, elle a été plutôt affectée dans sa souveraineté par les puissances étrangères et en a historiquement souffert, car il faut rappeler qu'elle a été touchée par le commerce européen dès le 16^{ème} siècle avec des conséquences limitées au début dans l'ensemble.

Progressivement elle fut la cible de traités léonins de la part d'Etats européens ainsi que du Japon, devenus puissants et surtout exigeants, recourant de plus en plus à la force et à la brutalité pour asseoir leurs positions respectives. Pour secouer le joug des occidentaux et des voisins nippons, cela requérait une certaine modernisation préalable du pays, car pour se libérer il fallait se réformer, soit deux tâches souvent complexes et même contradictoires qui furent parfois difficiles à parachever. Pour éliminer lesdits « barbares » d'occident, il a fallu d'abord faire un lent apprentissage de leur science, de leurs techniques et de leurs armes, ce qui exigeait des réformes radicales allant jusqu'à entraîner le renversement de la dynastie impériale mandchoue, en 1911, et la constitution du premier gouvernement républicain dirigé par Sun Yat-Sen.

2. Une Chine doublement humiliée par le passé

Le pays a été partiellement colonisé par le Japon durant la période de l'entre-deux-guerres mondiales et certaines de ses grandes villes-ports demeurèrent sous domination et partagées entre puissances occidentales, depuis ladite « guerre d'opium » face à une Grande Bretagne lui imposant dès les années 1840 par la force le commerce de cette denrée et drogue qu'elle refusait. En perdant cette guerre contre des anglais belliqueux et exigeants, ce grand et vaste pays allait devoir lutter pendant près d'un siècle contre les traités sous contrainte par les diverses puissances et l'occupation d'une partie de son territoire. Ces épisodes laisseront des traces indélébiles dans la mémoire chinoise et imprèneront les rapports internationaux ultérieurs.

En effet, au cours de l'histoire des deux derniers siècles, deux importantes guerres ont eu lieu entre la Chine et le Japon et ont marqué les relations des peuples de la région, expliquant depuis l'attachement appuyé de la Chine aux symboles de sa souveraineté pleine et entière. La première guerre, entre 1894 et 1895, avait abouti à la défaite de la Chine alors grand empire face à celui d'un Japon sortant renforcé des résultats de ses importantes réformes de « l'ère Meiji », contraignant les chinois à lui céder Taïwan, les îles Pescadores et Senkaku ainsi que la presqu'île du Liaodong (avec Port-Arthur en Mandchourie). La Chine devait abandonner également la souveraineté qu'elle exerçait à cette époque sur la Corée, qui allait devenir à son tour une colonie japonaise.

S'agissant du dernier et relativement récent conflit sino-japonais, allant de 1937 à 1945, contrairement à la guerre dirigée autoritairement par le Führer en Allemagne, l'expansionnisme militaire japonais n'avait pas suivi un plan préconçu, mais s'est distingué dans l'ensemble par un caractère anarchique, voire féodal, avec des massacres sans utilité militaire évidente selon plusieurs observateurs, de populations civiles chinoises. Le gouvernement central japonais ne faisait qu'entériner, souvent sous la menace, les initiatives de ses chefs militaires sur le terrain. En effet, au cours des années 1930, plusieurs hauts responsables militaires japonais, auraient agi de leur propre initiative et contrairement aux ordres reçus, et envahirent des parties du territoire chinois, constituant des préludes au déclenchement officiel de cette dernière guerre sino-japonaise.

L'invasion nipponne de la Mandchourie en 1931, a abouti à la création du Mandchoukouo, puis à la conquête de Shanghai en 1932. Après l'invasion par des armées japonaises, rivalisant entre elles, d'une grande partie du territoire d'une Chine républicaine, ce conflit allait durer jusqu'à la fin de la Seconde Guerre

mondiale, soit au lendemain de la capitulation du Japon consécutive à l'explosion de deux bombes nucléaires américaines sur son territoire. Si les puissances alliées exigèrent que le Japon rende Taïwan à la Chine, l'URSS puissance alliée s'était fait attribuer par la force le sud de Sakhaline, les Iles Kouriles, Moukden, ancienne colonie russe, et Dalian.

3. La révolution communiste

À la prise du pouvoir par le Parti communiste en Chine, en 1949, l'Île de Taïwan sera occupée par le gouvernement nationaliste exilé du général Tchang Kaï-tchek, en bénéficiant de la reconnaissance exclusive des Nations Unies comme seul représentant de la Chine. Les tensions internationales allaient reprendre alimentant un contexte de nouveaux rapports inégaux, aiguës par le fait que le Japon, aligné sur les USA qui l'occupaient, ait reconnu le gouvernement de Taïwan comme seul représentant officiel du peuple chinois. La République populaire de Chine, désignée alors par Chine continentale ressentira cette attitude des Nations Unies, des USA et du Japon en particulier plus que vexatoire, voire comme une nouvelle humiliation.

La Chine Populaire qui a de longues frontières terrestres avec certains de ses puissants voisins comme l'Inde et surtout l'ancienne puis la nouvelle Russie après l'expérience soviétique, sans oublier la proximité géographique et maritime avec son ancien occupant, le Japon, accordera depuis un intérêt tatillon à ses rapports de voisinage stratégique. Suite à l'affaiblissement général du lien avec la Russie soviétique, est venu se greffer le rayonnement croissant de la Chine révolutionnaire et du personnage de Mao, le seul communiste, avec le yougoslave Tito, mais à une autre échelle, qui ait depuis Lénine conquis le pouvoir par « ses propres moyens ».

Le pays est de toute façon trop immense, trop peuplé, trop central pour être un partenaire asservi. La « déstalinisation » selon le modèle de Nikita Khrouchtchev fournira ainsi à la Chine l'espace idéologique de son indépendance comme Etat, entraînant ce que l'on a appelé « la fin du socialisme dans un seul pays ». Le déplacement de l'idéal révolutionnaire de Staline à Mao Tsé-toung a été masqué par l'affrontement entre l'URSS et la Chine populaire qui a empli de son tumulte les décennies soixante et soixante-dix du siècle dernier s'exprimant par une violente hostilité mutuelle.

4. La Chine de la phase révolutionnaire

Au lendemain de la révolution communiste intervenue en 1949, le Président Mao avait essayé de construire une société socialiste dans un pays arriéré et pauvre, en s'inspirant du marxisme léniniste et du modèle soviétique russe. La République populaire de Chine, qu'il a dirigée depuis et pendant un quart de siècle, deviendra

sans conteste, le premier grand pays encore pauvre à avoir endigué, partiellement certes et avec retard, mais non sans détermination la famine massive dont souffrait en permanence une vaste proportion de la population du pays.

Des famines se sont produites en grand nombre tout au long de l'histoire de la Chine, sous les différentes dynasties impériales et même après l'avènement de la République en 1911, entraînant souvent des millions de morts. La dernière et la plus connue sera la grande famine ayant fait suite au « Grand Bond en avant », une grande campagne d'industrialisation forcée initiée et dirigée par ce leader chinois, entre 1958 et 1961, sera caractérisée par son étendue démographique. Selon les statistiques officielles, elle aurait fait près de 15 millions de morts. Les estimations officieuses sont variables, mais souvent plus élevées. Des observateurs chinois estimèrent le nombre de victimes à plus du double et relevèrent même plusieurs cas de cannibalisme généralisés dans bon nombre de régions du pays. Si le « bond en avant » avait enregistré un échec sérieux, les autorités avaient refusé de l'admettre et elles poursuivirent pourtant avec un dogmatisme typique de la période la même politique jugée désastreuse pendant encore trois années. Le Pr Amartya Sen a relevé à ce propos avec pertinence et sobriété que les mécanismes de la démocratie permettent de prévenir les disettes et famines et que les autorités chinoises avaient médité certes à leur manière depuis ce tragique épisode.

Pendant les années 1960, alors que la Chine prenait ses distances avec l'URSS, les échanges commerciaux en conséquence avec le Japon augmentèrent, notamment avec l'achat par la Chine d'installations industrielles, financé par des crédits à moyen terme auprès de la Japan Export-Import Bank. Les transactions s'interrompirent à la suite de protestations de Taïwan.

Devenue puissance nucléaire au cours des années 1960, en dépit des obstacles politiques et oppositions techniques, tant des USA et même de l'URSS ancien compagnon de route, la Chine allait progressivement asseoir une visibilité de nouvelle grande puissance, soutenue discrètement et diplomatiquement en cela par exemple par une France gaulliste libérale et nationaliste qui, bien qu'anti communiste, était plus soucieuse surtout de réduire le pouvoir international que se partageaient alors les seules deux grandes puissances alors en sérieuse «Guerre froide».

5. L'ère des nouveaux rapports sino américains

Les relations entre la Chine et le Japon connurent également un déclin supplémentaire pendant la Révolution culturelle. Malgré l'existence de tensions politiques, le développement des échanges commerciaux et culturels allait augmenter à partir des années 1950, entre deux pays longtemps adversaires et sur le pied de guerre. Le rétablissement officiel des relations diplomatiques intervint en 1972, bénéficiant du climat d'amélioration générale du dialogue entre les Président

américain et chinois, Nixon et Mao, ayant ouvert la voie au retour de la Chine dans le concert des nations. Quelques années plus tard sera signé le traité de paix et d'amitié entre le Japon et la République populaire de Chine. Les difficultés rencontrées par les réformes de Deng Xiaoping renforcent cependant les tensions internes. Pour éviter que l'ouverture économique n'entraîne une réforme politique, le régime chinois se replia idéologiquement et mit en avant des thématiques nationalistes dans lesquelles le Japon prend une nouvelle importance, notamment sur des questions historiques, tout en copiant certaines des stratégies économiques réussies. Depuis la fin des années 1990, ces questions réapparaissent épisodiquement dans certains courants du Parti communiste chinois et au sein de la population chinoise.

6. La Chine, un des leaders du mouvement des « non alignés »

Elle a pris une part active à l'organisation et à la direction du « mouvement dit des non-alignés », c'est-à-dire non soumis à aucune des deux super puissances, en a été un des principaux animateurs aux cotés de l'Inde, de la Yougoslavie et de l'Égypte. Elle a, à ce titre, soutenu activement les indépendances de plusieurs pays colonisés depuis la conférence tenue à Bandoeng en 1955, surtout en Asie et en Afrique, dont celle de pays comme le Maroc sous protectorat français puis de l'Algérie. Le premier ministre chinois Chou En Lai, celui de l'Inde Jawaharlal Nehru, le président égyptien Jamal Abdennasser et le président yougoslave Josip Broz Tito, formèrent un quatuor international et charismatique agissant de façon militante à la libération de plusieurs pays formant encore les empires de certaines puissances européennes.

C'est ainsi que la décennie des années soixante du dernier siècle correspondra à une période de décolonisation et de succès de mouvements nationaux de libération et d'indépendance intéressant l'Afrique et l'Asie tout particulièrement. Cela explique en partie l'histoire d'un réseau utile de relations privilégiées nouées depuis avec divers pays sortant de la colonisation et démarrant leur processus de construction nationale. Le soutien à la lutte de libération du Vietnam a cependant parfois pâti du conflit sino-soviétique ainsi que des effets déstabilisants de la « révolution culturelle » chinoise prônée et dirigée par Mao Tsé-toung lui-même pour neutraliser plusieurs de ses adversaires idéologiques au sein du parti communiste chinois.

7. Le retour de la confrontation sino américaine

Produit du développement économique et social remarquable enregistré par la Chine au cours des trois dernières décennies, d'importants déséquilibres commerciaux ont fait leur apparition entre les USA et la Chine, déficits devenus depuis structurels et surtout épineux sujets de confrontation entre deux grandes puissances ayant pourtant de nombreux intérêts financiers mutuels. De commerciale et économique, cette confrontation s'est étendue sur les océans, dans

l'espace ainsi qu'à celui de la recherche et des nouvelles technologies, la crise sanitaire planétaire en cours, due au Covid-19, a alimenté à son tour une vive controverse imputant hâtivement jusqu'à preuve du contraire à la Chine une grande part dans le déclenchement initial de celle-ci.

8. Le statut d'une nouvelle super puissance

Il n'est nul besoin de rappeler l'histoire des deux dernières décennies, notamment celle qui atteste du fait que la question monétaire en particulier a constamment été un des terrains privilégiés de discorde sino-américaine. Le taux de change du renminbi en dollar, fixé par les autorités chinoises, a été constamment jugé anormalement bas et contesté par les USA, et il serait même, selon eux, à l'origine du creusement de leur déficit commercial au fil des ans. L'explication serait en partie recevable, si un tel déficit n'était cependant devenu plutôt structurel et même permanent.

Déjà la grande récession économique par exemple, intervenue quelque dix ans auparavant, avait mis à mal le fragile équilibre du système libéral ainsi que des rapports entre deux grands partenaires commerciaux, et n'avait pas manqué déjà d'instiller notamment une forte dose de défiance chinoise dans la solidité relative du dollar et du marché américains. Il y a lieu de noter que la Chine talonne pratiquement depuis quelques années les USA sur la base, par exemple, d'un Produit Intérieur Brut de près de 14.000 milliards de dollars en 2019, soit inférieur d'un tiers en moyenne, mais avec une population chinoise quatre fois supérieure.

Ayant été mise à contribution afin d'atténuer le choc des turbulences financières américaines cycliques, la Chine est de plus en plus appelée à revoir sa politique de libre-échange et d'abord celle des changes. Placer l'essentiel de ses revenus d'exportation en dollar américain, en demeurant dépendante des USA, ou opter pour une ou deux devises fortes de remplacement en vue de répartir les risques, la Chine a préféré entamer la carte de la lente convertibilité de sa propre monnaie, le renminbi, devenant ainsi encore plus dépendante des évolutions du marché mondial. Près des quatre cinquièmes des réserves de la Banque centrale de Chine étaient encore placées en dollars américains, durant la dernière période, représentant environ le huitième du Produit intérieur brut des USA, en moyenne.

Si le mouvement est demeuré lent et prudent jusqu'ici, l'objectif à long terme reste une devise convertible. L'option ainsi prise, avec ses aléas et risques de divers ordres, avait été confirmée également par exemple par un ancien chef de la division-Chine au Fonds Monétaire International, un observateur relativement averti s'il en est.

Un tel cheminement est un processus technique long et ardu, aux conséquences économiques et surtout politiques nombreuses et délicates. Un statut probable de future place financière internationale de référence pour Shanghai n'en est pas moins

concevable dans les prochaines années. Ceci met l'accent sur le besoin d'une importante technicité financière, tant en experts-comptables, en « risk managers » et autres professionnels nécessaires au fonctionnement courant des marchés qu'un enseignement spécialisé essaie d'y pourvoir.

Enfin, un vaste mouvement de diversification des avoirs financiers a été enclenché depuis de longues années et a pris la forme d'acquisition d'importants actifs dans diverses régions du monde, allant d'achats massifs de matières premières et de sources d'énergie à toute une panoplie d'investissements dans plusieurs secteurs. Pour des années récentes, par exemple, les montants annuels des acquisitions à travers le monde ont pu être de l'ordre de dizaines de milliards de dollars effectuées par des entreprises chinoises privées, non sans certains échecs et des annulations.

9. Les ajustements complexes d'un nouveau modèle chinois de croissance

Au cours des dernières deux décennies, la Chine est devenue une puissance économique, devançant parfois les USA et l'Europe, en termes de production, sur la base des parités de pouvoir d'achat. La croissance de son Produit Intérieur Brut a oscillé, en moyenne annuelle, entre 8 et 10%, tirée par ses exportations notamment. Dans cet ordre d'idées, cet agrégat qui a représenté quelque 2% de celui des USA en 1980, a été de l'ordre du quart ces dernières années. Qu'un pays aussi vaste avec une population aussi importante ait réussi une telle performance en un délai relativement aussi court ne saurait passer inaperçu. C'est un succès qui a transformé le monde, outre que les chinois sont connus pour être travailleurs, entrepreneurs et avides d'éducation. Le pays tend à son tour à représenter un grand marché mondial pour les biens et services des divers pays de la planète, depuis les matières premières et les sources d'énergie jusqu'aux biens de consommation, sans omettre les produits de luxe.

Au-delà des questions de volatilité, de pertes de change, de spéculation qu'une monnaie internationale affronte nécessairement, les risques les plus sérieux pour la Chine concerneront dans le futur notamment les conséquences inévitables des indispensables et difficiles ajustements de son industrie et de ses exportations sur le revenu et le niveau d'emploi résultant d'une convertibilité longtemps purement et simplement occultée. Le projet de plan quinquennal à venir, pour la période 2021-2025, actuellement en cours de discussion par les instances dirigeantes du pays préparerait le cadre d'une réduction de la dépendance par rapport à la demande d'exportation et qui favoriserait une autonomie technologique nationale progressive.

Les progrès réels enregistrés du niveau de vie moyen dans la dernière période ne sauraient masquer les importantes inégalités qui ont parallèlement fait leur apparition avec la constitution de nombreuses fortunes, du phénomène nouveau de nombre milliardaires en dollars et sans omettre le développement de ce qui peut

être considéré comme le premier marché mondial des articles de luxe, de nature à constituer un indicateur additionnel d'une certaine amélioration relative du niveau de vie moyen de la population.

Abritant un cinquième de la population mondiale, la Chine qui s'est urbanisée compte déjà près de quinze villes dépassant les cinq millions et trente-cinq de plus de deux millions. Le phénomène le plus saillant a été l'apparition et le développement de couches moyennes citadines presque comparables à celles de l'Occident et en nombre de plus en plus représentatives, constituant une clientèle disposant d'un pouvoir d'achat annuel moyen calculé équivalant à 45.000 dollars américains. Une étude de l'Académie Chinoise des sciences sociales avait estimé le revenu annuel d'un ménage de la « classe moyenne » à 6.000 dollars lors de la première décennie du 21-ème siècle, correspondant à quelque cent millions de ménages, soit près du tiers de la population totale. Exprimés en termes de parité de pouvoir d'achat, cela donnait un groupe disposant d'un pouvoir d'achat au moins trois fois supérieur en volume à celui des consommateurs britanniques, allemands, français ou italiens. Cette catégorie sociale, pourrait se comparer par exemple aux ménages européens des années 1990, disposant d'un logement, du téléphone fixe, du portable, de la machine à laver, du réfrigérateur, du téléviseur couleur, d'un ordinateur et d'un système de climatisation.

Il convient bien entendu de ne pas sous-estimer la place prise par une sorte de « classe moyenne supérieure », formant une certaine nouvelle « élite sociale » fondée sur des profils professionnels de la Chine actuelle, constituée notamment de nombreux PDG et de cadres supérieurs des milliers d'entreprises. En effet, les taux de croissance relativement impressionnants de la consommation d'articles de luxe, de l'ordre de 20 à 60%, révélés par diverses études, s'expliqueraient par l'avènement de toutes ces diverses catégories sociales solvables, nées des dernières décennies de développement et constituant la clientèle potentielle pour les grandes marques et biens de luxe toutes largement représentées dans les principales villes du pays.

A cet égard, c'est notamment par le voyage et la découverte de l'étranger que la clientèle chinoise du luxe aurait augmenté au cours de la dernière période, particulièrement à travers Hong Kong d'abord, la grande vitrine du consumérisme dans la région. Certains produits, comme les vins, les spiritueux, les parfums ou les cosmétiques, contrairement aux articles de mode et de prêt-à-porter, à la notable exception de ceux d'Hermès, sont dans l'ensemble moins affectés par les effets des crises et des ralentissements économiques qui interviennent.

La croissance remarquable du marché du luxe en Chine, et selon plusieurs observateurs avisés, est désormais plus élevée que celle qui avait caractérisé naguère le Japon. Le chiffre d'affaires annuel a été de l'ordre du cinquième des ventes de biens de luxe dans le monde, estimées en tendance par la banque Goldman Sachs, à quelque 60 milliards de dollars américains, voire un peu plus, si on y inclut Hong

Kong et Macao, sans omettre l'équivalent de la centaine de millions de touristes chinois qui se sont rendus à l'étranger avant la crise du Covid-19.

En outre, au cours de ces dernières décennies, la Chine, suivie de la Russie, aurait enregistré l'expansion la plus rapide des ventes des marques devenues « iconiques » genre Prada, Vuitton, Dior, Gucci, Chanel ou Salvatore Ferragamo. De nombreuses enquêtes récentes confirment que de plus en plus de chinoises des couches moyennes par exemple auraient maintenant un sac Louis Vuitton et parfois des chaussures Salvatore Ferragamo. Les montres de marque sont aussi importantes en Chine du fait que c'est souvent un produit choisi par les hommes, et les trois quarts achetés sont des objets appréciés, généralement sous forme de cadeaux offerts par les entreprises à leurs meilleurs employés le plus souvent. Par ailleurs, beaucoup plus que leurs homologues japonais, les consommateurs chinois seraient fort attirés par les parfums et produits luxueux attachés aux soins de peau. Cette attraction du bien de luxe, engloberait également les maisons-châteaux, les véhicules de grande marque, les hors bords, allant jusqu'au nombre des meilleurs clubs de golf dans le monde et quasi fermés, n'est pas limitative. Les articles Louis Vuitton ont acquis un statut emblématique, et la griffe chinoise fait aussi son chemin comme le prêt-à-porter Shanghai Tai.

Conclusion

Longtemps, frugalité, simplicité et modestie constituaient des sortes de vertus cardinales dans cette région du monde, des valeurs recyclées positivement par les dirigeants de l'expérience socialiste chinoise durant la deuxième moitié du siècle dernier. Cependant, la relative importance acquise par l'industrie et le commerce de luxe intéressant encore une petite minorité sociale, ne saurait cacher la lourde contrainte pesant sur les décideurs chinois qui doivent aider la grande masse de la population à améliorer ses conditions de vie.

Après l'expérience socialiste de Mao et ses avatars, puis celle du libéralisme économique de Deng Xiaoping imitant ses voisins dits « tigres asiatiques », consistant en une croissance fondée surtout sur le bas coût de la main d'œuvre, le développement chinois connaîtrait un début d'essoufflement. A la recherche d'un modèle de croissance durable, l'équipe dirigeante s'attelle à rendre les grandes entreprises publiques à la fois plus compétitives et disciplinées, en donnant au marché officiellement un rôle déterminant. Une évolution qui peut contribuer à augmenter les revenus et à élargir le nombre de bénéficiaires.

Dans les faits, si cela devait se concrétiser, d'importants arbitrages sociaux et politiques également devraient prendre corps, car les choix actuels à effectuer sont relativement complexes et auront nécessairement des incidences directes et même indirectes sur l'avenir non seulement des Chinois mais d'une grande partie de la planète. Ainsi, par exemple, autoriser des droits de propriété privée sur des terres

agricoles jusqu'ici collectives, pourrait en l'espace de quelques années permettre de combler le large fossé entre les revenus des populations du monde rural chinois et ceux des citoyens de cette grande nation. Autrement dit, une probable nouvelle révolution socio-économique au vrai sens du terme en perspective, de nature à transformer les conditions de vie d'une grande partie de la population de ce pays, mais qui demeure un choix éminemment politique et surtout d'ordre interne.

S'il est encore tôt pour mesurer l'impact réel des mesures chinoises de développement de la demande locale pour remplacer une partie des exportations habituelles au centre de la «guerre commerciale» menée par certains partenaires à l'échange, il est néanmoins incontestable que sans l'effet stabilisateur de la politique financière des autorités chinoises et du placement de leurs réserves monétaires des dernières années, un relatif atterrissage en douceur de l'économie mondiale eut été tout simplement irréalisable.